

Bruxelles, le 7 octobre 2009

Des maires d'Europe et des États-Unis s'associent pour lutter contre le changement climatique

Des maires venant des deux côtés de l'Atlantique se sont engagés aujourd'hui à Bruxelles à coopérer pour mettre en avant le rôle que jouent les autorités locales et régionales en ce qui concerne l'adaptation aux effets du changement climatique. Ces maires de grandes municipalités d'Europe et des États-Unis souhaitent que ce rôle soit reconnu dans les conclusions du sommet de l'ONU sur le changement climatique à Copenhague, en décembre prochain.

Invitée par le Comité des régions à participer à un débat à haut niveau sur le changement climatique au cours de sa session plénière d'octobre, M^{me} **Elizabeth B. Kautz**, la vice-présidente de l'association des maires des États-Unis, qui représente les villes de plus de 30 000 habitants, a profité de l'occasion pour rencontrer le président du Comité des régions, M. **Luc Van den Brande**, ainsi que le commissaire européen chargé de l'énergie, M. **Andris Piebalgs**, afin de discuter de moyens d'améliorer la coopération entre son association et son homologue européen, la Convention des maires.

«Les maires des États-Unis sont prêts à s'engager aux côtés des maires du monde entier qui estiment que les bouleversements climatiques sont une menace environnementale et économique pour nos communautés, à laquelle il faut réagir d'urgence. Si notre gouvernement national n'a pas ratifié le protocole de Kyoto, près de 1 000 maires américains ont signé l'accord des maires américains pour la protection du climat, par lequel ils s'engagent à faire aussi bien ou mieux que les objectifs de Kyoto. Les maires mettent sans cesse en place des stratégies efficaces pour protéger le climat et inciter les dirigeants nationaux à les soutenir dans ce domaine», a déclaré M^{me} Kautz.

M. Luc Van den Brande, président du Comité des régions, a ajouté: «Je suis très heureux que nos collègues d'outre-Atlantique aient exprimé le désir d'une coopération plus étroite afin de trouver des solutions locales et régionales au problème commun de l'adaptation aux changements climatiques. La Convention des maires, qui bénéficie du plein soutien du Comité des régions, compte désormais plus de 700 signataires dans l'UE, et son message pour Copenhague, à savoir que les régions et les villes œuvrent continûment à la lutte contre le changement climatique au niveau local en allant souvent plus loin que les gouvernements nationaux, sera d'autant plus clair et plus audible qu'il sera conjugué avec celui de l'association des maires des États-Unis.»

M. Piebalgs, commissaire européen chargé de l'énergie, a déclaré: «Pour remporter la lutte contre le changement climatique, celle-ci devra être menée dans les villes. Je suis très fier que les maires d'Amérique et d'Europe soient disposés à participer à cette initiative, et je suis convaincu que l'administration publique la plus proche du citoyen, la municipalité, sera l'un des principaux moteurs pour mobiliser les énergies afin de parvenir à un accord ambitieux à Copenhague.»

Les trois personnalités politiques ont notamment évoqué la possibilité de mettre en place des programmes de jumelage «verts» dans le cadre desquels des villes d'Europe et des États-Unis échangeraient leurs meilleures pratiques dans le domaine de l'adaptation au changement climatique et de la réduction de ses effets, ou encore de combiner leurs efforts pour sensibiliser les citoyens à la nécessité d'économiser l'énergie et de réduire les émissions.

Avant leur rencontre avec le commissaire européen, M^{me} Kautz et M. Van den Brande se sont associés à des membres du Comité des régions et d'autres représentants régionaux et locaux sur l'Esplanade, devant le siège de la Commission européenne, pour participer à un événement médiatique visant à mettre en avant le rôle des autorités locales et régionales dans le domaine du changement climatique. Un globe gonflable de trois mètres de haut, sur lequel figurent les régions d'Europe, sera envoyé de Bruxelles à Copenhague afin de rappeler visuellement aux négociateurs l'engagement des communes et des régions en faveur de la lutte contre le changement climatique. Les dirigeants ont scellé cet engagement en apposant leur signature sur leur propre région sur le globe.